

## Asie centrale, la dérive autoritaire

Marlène Laruelle, Sébastien Peyrouse\*

(30 avril 2006)

En 1991, à la chute de l'Union soviétique, de nombreux observateurs internationaux s'inquiètent des dangers dont les nouveaux États indépendants, en particulier ceux d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan), pourraient être les acteurs involontaires : montée de l'islam radical, trafics de drogue, des armes conventionnelles et des matériaux nucléaires, embrasement régional autour de questions frontalières ou de conflits interethniques, etc. Toutefois, quinze ans après ces événements et près de dix ans après la fin de la guerre civile au Tadjikistan (1992-1996), les cinq États d'Asie centrale n'ont pas subi les déstabilisations attendues et ont en partie disparu de la scène médiatique, bien plus préoccupée par la situation au Moyen-Orient. Alors que ces pays s'apprêtent à fêter leur quinze années d'existence dans une indifférence assez générale en Occident, cet article se propose de dresser un rapide bilan de cette expérience de l'indépendance afin de mieux comprendre les enjeux de long terme qui touchent cette région, les défis que les pouvoirs locaux ont à relever et la place de la zone au sein de la triangulaire Russie - Chine - États-Unis<sup>1</sup>.

### I. Quinze années après l'indépendance : bilans et enjeux

Au moment de la chute de l'Union soviétique, les nouveaux États d'Asie centrale abordent l'indépendance avec un certain optimisme, en particulier grâce à leur sous-sol riche en pétrole, en gaz et en minerais. Toutefois, les pouvoirs en place ne souhaitent pas la disparition d'un système

---

\* Note rédigée à l'issue d'une présentation, par les auteurs, de leur ouvrage à la FRS le 1<sup>er</sup> mars 2006 (M. Laruelle, S. Peyrouse, *Asie centrale, la dérive autoritaire. Cinq républiques entre héritage soviétique, dictature et islam*, Paris, Autrement – CERI, 2006).

Marielle Laruelle, docteur de l'Inalco (Institut national des langues et civilisations orientales), travaille sur les identités nationales et les idéologies nationalistes dans l'espace post-soviétique.

Sébastien Peyrouse, docteur de l'Inalco, travaille sur les rapports entre politique et religion et sur la question des minorités nationales en Asie centrale.

<sup>1</sup> Les références données dans cet article ont été volontairement limitées à des sources principalement occidentales afin d'être accessibles aux non russophones.

économique dont ils constituent les républiques receveuses et s'inquiètent de la disparition de la manne financière venue de Moscou. Par ailleurs, certaines républiques semblent plus fragiles que d'autres : le Tadjikistan s'enfonce dans la guerre civile dès 1992<sup>2</sup> et le Kazakhstan est à l'époque inquiété par les menaces sécessionnistes de sa minorité russe dans le Nord du pays<sup>3</sup>. Dans la deuxième moitié des années 1990, les frontières et les régimes se stabilisent et même le Tadjikistan, après les accords de paix de juin 1997, prend rapidement le chemin tracé par ses voisins, celui d'un régime présidentiel fort.

Chacune des républiques a connu un parcours spécifique et garde en mémoire une expérience propre de cette décennie et demie d'indépendance. Deux États, le Kazakhstan et le Turkménistan, disposent d'un riche sous-sol en pétrole et en gaz dont l'exploitation et l'exportation constituent des enjeux stratégiques<sup>4</sup>. L'Ouzbékistan reste avant tout une puissance agricole dont le principal revenu en devises, le coton, joue de cours fluctuant ces dernières années et ne peut constituer le moteur du développement économique du pays<sup>5</sup>. Les deux plus petits États, le Kirghizstan et le Tadjikistan, peuvent s'appuyer sur l'exploitation de leurs minerais, ainsi que sur leur statut de châteaux d'eau pour les trois autres pays grands consommateurs d'« or bleu », mais restent en réalité des économies faibles très dépendantes de leurs voisins en matière d'approvisionnement énergétique et céréalier. Alors que le Kazakhstan et le Kirghizstan ont suivi le modèle russe d'un passage rapide à l'économie de marché, l'Ouzbékistan s'est fait l'apôtre d'une voie dite gradualiste, tandis que le Turkménistan s'est limité à privatiser le seul petit commerce<sup>6</sup>. Quel que soit le rythme de réformes choisi, la situation économique de l'Asie centrale indépendante reste difficile : les économies construites au XX<sup>e</sup> siècle dans la région ne prévoyaient pas un fonctionnement autonome de ces États, cantonnés, par la Russie tsariste puis par le régime soviétique, à leur fonction de producteurs de matières premières et dépendants des autres républiques fédérées pour leur approvisionnement en produits manufacturés. Seul le Kazakhstan semble aujourd'hui pouvoir garantir à sa population une hausse du niveau de vie et un développement financés par la manne pétrolière.

<sup>2</sup> S. A. Dudoignon (dir.), « Le Tadjikistan existe-t-il ? Destins politiques d'une "nation imparfaite" », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, n° 18, 1994.

<sup>3</sup> M. Laruelle, S. Peyrouse, *Les Russes du Kazakhstan. Identités nationales et nouveaux États dans l'espace post-soviétique*, Paris, Maisonneuve & Larose - IFEAC, 2004.

<sup>4</sup> A. Huet, « Hydrocarbures. L'émergence d'un nouveau pôle énergétique », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1027, 2002, pp. 24-39.

<sup>5</sup> R. Leroi, « La filière coton en Asie centrale. Le poids de l'héritage », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1027, 2002, pp. 40-51.

<sup>6</sup> Pour des bilans par républiques, voir J. Radvanyi (dir.) *De l'URSS à la CEI. Douze États en quête d'identité*, Paris, Ellipses - Langues'O, 1997 et *Les États postsoviétiques. Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, Paris, Armand Colin, 2003.

Les voies politiques suivies par les pays de la région se sont, elles aussi, rapidement dissociées<sup>7</sup>. Le Kirghizstan et le Kazakhstan ont connu une vie politique diversifiée laissant subsister de réels partis d'opposition et une presse critique, mais ont été confrontés à un tournant autoritaire dans la seconde moitié de la décennie 1990 (le Kazakhstan encore plus nettement que le Kirghizstan) qui a en partie neutralisé l'opposition et la liberté d'expression. Le président turkmène Saparmurad Niazov, quant à lui, s'est refusé à toute libéralisation et a enfermé son pays dans une dictature et un culte de la personnalité de plus en plus caricaturaux dont les conséquences sociales (désalphabétisation, chute drastique de l'espérance de vie, sécurité alimentaire non assurée) commencent à porter leurs effets de long terme<sup>8</sup>. L'Ouzbékistan s'est lui aussi très rapidement durci sur le plan politique, toute opposition laïque étant liquidée dès 1993. Le régime d'Islam Karimov s'est alors laissé peu à peu prendre au piège de la rhétorique sur la menace islamiste : en qualifiant de « wahhabisme » toute remise en cause de ses choix politiques et économiques, le pouvoir a contribué à l'ancrage social d'un islam clandestin, plus ou moins radical dans ses modes d'action<sup>9</sup>. Le Tadjikistan a profité d'un épanouissement démocratique certain après la fin de la guerre civile, avec la reconnaissance du Parti de la renaissance islamique et sa participation au gouvernement, bien que le régime d'Emomali Rakhmonov, depuis le début de la décennie 2000 et tout particulièrement le référendum de 2003, s'enfonce de plus en plus nettement dans un système autoritaire de répression de toute opposition ou liberté de presse<sup>10</sup>.

Ce resserrement autoritaire général s'accompagne, classiquement, de deux phénomènes corollaires que sont le développement du culte de la personnalité et la patrimonialisation du pouvoir. En effet, l'omniprésence de la figure présidentielle n'est pas uniquement symbolique, elle est également une réalité économique : que les États aient choisi de privatiser très largement leur économie ou de préserver en partie les mécanismes d'une économie étatisée, les présidents, leurs familles et leurs clientèles ont réussi à faire main basse sur les richesses du pays. Les proches des présidents gèrent les entreprises financièrement rentables, encaissent les pots-de-vin des investisseurs occidentaux cherchant à s'implanter dans la région et dominent la redistribution de la manne venue des hydrocarbures, en particulier au Kazakhstan. Ainsi, ce pays a été secoué, en 2001, par un scandale dit « Kazakhgate », qui a révélé l'immense fortune de Nazarbaev et de sa famille, accumulée en seulement quelques années<sup>11</sup>. Au

<sup>7</sup> Y. Ro'i (dir), *Democracy and Pluralism in Muslim Eurasia*. Londres - New York, Frank Cass, The Cummings Center for Russian and East European Studies, Tev Aviv University, 2004.

<sup>8</sup> S. Sabol, « Turkmenbashi. Going it Alone », *Problems of Post-Communism*, vol. 50, n° 5, pp. 48-57.

<sup>9</sup> A. Khalid, « A secular Islam: Nation, State and Religion in Uzbekistan », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 35, n° 4, 2003, pp. 573-598.

<sup>10</sup> F. Guerin, « Tadjikistan. Entre optimisme et désillusion », Paris, *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1053, 2006, pp. 179-193.

<sup>11</sup> M. B. Olcott, *Kazakhstan: Unfulfilled Promise*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2002.

Turkménistan, Niazov gère lui-même directement l'exploitation des richesses du sous-sol national, tandis que le président ouzbek distribue à son clan les revenus du coton. De nombreuses sources autorisées font également part de l'implication des diverses factions au pouvoir dans le trafic de drogue, en provenance principalement d'Afghanistan.

Les États centre-asiatiques ont donc à faire face à plusieurs enjeux conséquents. Alors que les présidents en place depuis quinze ans se refusent à envisager leur départ volontaire et ont accéléré leur logique autoritaire après l'expérience de la « révolution » kirghize, le premier défi à relever concerne la capacité des régimes à prévoir une forme d'alternance politique viable : intronisation d'un successeur choisi qui garantisse la sécurité des biens accumulés, sur le modèle eltsinien en Russie ; instauration d'une logique dynastique sur le modèle azerbaïdjanais, ce que semblent tenter le président kazakh et, dans une moindre mesure, le président ouzbek ; ou refus pur et simple d'évoquer les stratégies de « l'après ». Le second enjeu concerne la question de l'islamisme, tout particulièrement prégnante en Ouzbékistan<sup>12</sup>. La rhétorique de tous les régimes en place, qui ont joué la carte du chantage à l'autoritarisme laïque face à la menace islamiste, pourrait se trouver mise à l'épreuve en Ouzbékistan, où le Hizb ut-Tahrir gagne en sympathisants puisqu'il est le dernier lieu de critique au pouvoir et un mode de résistance à la détérioration de la situation économique et sociale du pays, en particulier depuis les mesures isolationnistes prises en 2002 par Tachkent. Un islam politique radical semble également se renforcer dans le Sud du Kirghizstan, où la pauvreté, les inégalités de développement avec un Nord plus urbanisé et russifié, et l'interpénétration entre économie de l'ombre et milieux islamistes pourraient se révéler un détonateur puissant, renforcé par l'instabilité née de la « révolution » kirghize et la porosité de la frontière tadjiko-afghane depuis le départ, en novembre 2005, des troupes russes de la 201<sup>e</sup> division qui gardaient cette frontière stratégique.

## **II. Une année 2005 riche en événements politiques**

L'année 2005 fut riche en événements politiques pour la région et a mis en lumière trois schémas d'évolution des nouveaux États d'Asie centrale : le Kirghizstan s'est inscrit, après la Géorgie et l'Ukraine, dans le cycle des « révolutions de couleurs » touchant l'espace post-soviétique ; l'Ouzbékistan a écrasé dans le sang une insurrection aux motifs à la fois économiques, politiques et religieux, et a ainsi accéléré l'ancrage du régime dans une logique dictatoriale ; le Kazakhstan a géré avec succès de nouvelles élections présidentielles, confirmant que les résultats économiques encourageants du pays facilitent le durcissement autoritaire prôné par le président et ses proches.

---

<sup>12</sup> V. V. Naumkin, *Radical Islam in Central Asia. Between pen and rifle*, Lanham, Boulde, Rowman & Littlefield, 2005.

### *La « révolution des tulipes » kirghize*

Dans les années 1990, le Kirghizstan était présenté comme « la Suisse de l'Asie centrale » pour son ouverture démocratique et la forte présence des institutions internationales. Toutefois, le régime d'Askar Akaev n'est pas parvenu à préserver cette situation et, comme ses voisins, s'est engagé dans un processus de confiscation du pouvoir politique et économique : emprisonnement des opposants, népotisme de la famille Akaev et mise sous tutelle des contre-pouvoirs judiciaire et médiatique. Cependant, en dépit de multiples manipulations électorales et d'une répression politique croissante, A. Akaev n'est jamais parvenu à interdire complètement l'opposition. Le Kirghizstan est resté, y compris pendant les périodes de répression les plus dures, entre 2000 et 2004, le seul pays d'Asie centrale où l'opposition a su faire descendre dans la rue, à plusieurs reprises, des milliers de citoyens, et où les slogans appelant à la démission du président étaient lancés de manière ostentatoire.

Les falsifications multiples qui ont entaché la campagne des élections législatives de février et mars 2005, ainsi que des résultats trop favorables au pouvoir en place (la nouvelle Assemblée n'accordait plus que quatre sièges à l'opposition), ont mis le feu aux poudres. Des mouvements de rue, soutenus par les activistes des ONG, se sont organisés dans le Sud du pays, puis dans la capitale, et ont conduit en quelques jours à la fuite du président le 24 mars et à sa démission le 4 avril, sans effusion de sang<sup>13</sup>. Cette révolution dite « des tulipes » s'explique donc par la conjonction entre un réel mécontentement populaire à l'égard du népotisme de la famille présidentielle, des règlements de compte internes aux élites politiques, divisées en clans régionalistes Nord-Sud, et l'agitation des militants de la « société civile », qui ont permis de structurer ces mouvements autour de slogans politiques précis et de leur donner, sous forme de « révolution démocratique », une visibilité aux yeux de la communauté internationale.

Le nouveau président, Kurmanbek Bakiev, élu en juillet 2005 avec 89 % des voix sans que les autres candidats n'aient réellement eu accès aux médias, s'emploie dorénavant à redistribuer le pouvoir aux élites du Sud (auquel il appartient), à tenter de sortir le pays de la crise économique et de la désorganisation institutionnelle qui a suivi la « révolution », et à proposer des moyens – que la population espère efficaces – de lutte contre la corruption. Le principal défi à relever reste en effet économique et social. Le Kirghizstan post-révolutionnaire semble s'enfoncer ouvertement dans une économie illicite basée sur des trafics en tout genre et sur l'« étatisation » des mafias, intrinsèquement liées au domaine politique. La corruption gangrène l'économie locale et les divers assassinats d'hommes politiques kirghizes cette dernière année, pour des raisons difficiles à cerner (règlements de compte mafieux ou assassinats politiques), confirment la mauvaise santé générale du pays.

<sup>13</sup> *Kirgizskij perevorot, mart – april' 2005*, Moscou, Evropa, 2005.

### *L'insurrection d'Andijan et sa répression*

Dans une région perçue comme instable par la communauté internationale, l'Ouzbékistan n'a cessé de se présenter tout au long des années 1990 comme un modèle de stabilité, celle-ci étant préservée par un régime politique autoritaire et des réformes économiques graduelles. Le pays a ainsi échappé, lors des premières années de l'indépendance à la récession économique qu'ont connue d'autres États plus réformateurs comme le Kazakhstan et le Kirghizstan. Toutefois, cette stabilité n'a été que provisoire et les difficultés ont rapidement touché le pays de manière de plus en plus aiguë : l'immobilisme économique et social, cumulé à l'engrenage dictatorial du régime, a conduit à transformer l'Ouzbékistan en un chaudron dont de nombreux observateurs craignent aujourd'hui l'explosion<sup>14</sup>.

Moins de deux mois après la révolution pacifique kirghize, le voisin ouzbek a été secoué par une insurrection populaire à Andijan, troisième ville du pays, au cœur de la vallée du Ferghana, célèbre depuis le XIX<sup>e</sup> siècle pour la forte présence d'un islam radical. Dès le début du mois de mai, une foule familiale composée des réseaux de solidarité et de clientélisme de vingt trois entrepreneurs, emprisonnés en 2004 et accusés d'islamisme, manifestait pacifiquement en demandant que les prisonniers ne soient pas transférés dans une autre région du pays. Dans la nuit du 12 au 13 mai 2005, un groupe armé prend d'assaut la prison de la ville et libère tous les prisonniers. Les insurgés prennent ensuite en otage des fonctionnaires et plusieurs bâtiments publics et demandent la libération de tous les prisonniers politiques du pays. Les autorités centrales, effrayées à l'idée d'une « révolution de couleur », décident en fin de journée de disperser la foule par la force<sup>15</sup>. Bien que les récits des événements soient contradictoires, la répression est sanglante et fait plusieurs centaines de victimes civiles (entre 200 et 1 000 selon les récits<sup>16</sup>).

Les événements d'Andijan, présentés par le pouvoir comme une tentative de coup d'État islamiste, ont permis au chef de l'État ouzbek, Islam Karimov, d'accentuer encore plus la répression déjà systématique de toute alternance politique ou de tout mouvement social cherchant à remettre en cause ses choix de développement. Le pays semble en effet s'enfoncer dans

<sup>14</sup> C. Poujol, *L'Ouzbékistan. À la croisée des chemins*, Paris, Belin, 2005.

<sup>15</sup> Cf. le seul livre pour l'instant publié sur le sujet, M. M. Mejer, (dir.) *Srednââ Aziâ: andižanskij scenarij?*, Moscou, Evropa, 2005.

<sup>16</sup> Pour l'opinion des ONG, consulter les rapports d'International Crisis Group (ICG), *Uzbekistan. The Andijan Uprising*, Asia Briefing n° 38, Bishkek-Bruxelles, 25 mai 2005, celui de Human Rights Watch (HRW), *Burying the Truth. Uzbekistan rewrites the story of the Andijan massacre*, septembre 2005, vol. 17, n° 6 (D) et ceux de Institute of War and Peace Reporting (IWPR). La version officielle ouzbèke n'a obtenu aucun soutien en Occident, si ce n'est celui de Shirin Akiner, professeur à Soas (Londres), qui s'est fait le porte-parole de celle-ci dans son rapport « Violence in Andijan, 13 May 2005: An Independent Assessment », *Silk Road Paper*, Washington, Central Asia-Caucasus Institute, juillet 2005.

une crise tout aussi bien politique qu'économique. La monoculture du coton permet à l'État d'écraser une société vivant encore majoritairement des revenus de l'agriculture, tandis que les petits commerçants – une classe qui avait émergé avec la privatisation du petit commerce dans les années 1990 – subit de plein fouet, depuis plusieurs années, l'isolationnisme et le protectionnisme outranciers du régime. L'insurrection d'Andijan a donc mis en lumière, outre l'incapacité du pouvoir à répondre à ces défis autrement que par la force, la multiplicité des possibles facteurs de déstabilisation du pays : la protestation d'une partie des élites économiques régionales, soutenues par des systèmes clientélistes fortement ancrés dans la structure sociale du pays ; les luttes d'intérêts entre élites politiques locales ; la diffusion discrète de préceptes islamistes dans les milieux commerçants<sup>17</sup>, ainsi que l'injustice judiciaire systématique du régime<sup>18</sup> – le pays détient, avec le Turkménistan, le triste record de plus grand nombre de prisonniers politiques d'ex-URSS, environ 6 000 personnes, la plupart étant accusées d'islamisme.

#### *La stabilité kazakhe au prix de l'autoritarisme*

Entre les deux extrêmes du renversement du président au Kirghizstan et de la répression sanglante en Ouzbékistan se profile un troisième mode de développement des pays d'Asie centrale, celui du Kazakhstan. Entré sur la scène internationale en tant que puissance pétrolière et gazière, le pays avait connu, comme son voisin kirghize, un système politique relativement libéral dans la première moitié des années 1990, jusqu'à ce que l'autoritarisme du président Nursultan Nazarbaev finisse par s'imposer : fermeture de la presse d'opposition, contrôle des chaînes de télévision et des radios par des proches du président, liquidation des ONG par des accusations de malversations financières, etc. Le pays bénéficiant de très importants revenus financiers grâce à ses hydrocarbures, la corruption s'y est développée avec une plus grande ampleur que dans les pays voisins. La famille Nazarbaev, en particulier ses filles, ainsi que l'ensemble du clan présidentiel, ont réussi à conjuguer contrôle politique du pays et mainmise sur ses ressources économiques<sup>19</sup>.

L'élection présidentielle du 4 décembre 2005 a vu la réélection triomphale de Nazarbaev (91 % des voix), rendue possible grâce à de multiples manipulations législatives et des mesures administratives organisées à l'encontre des partis d'opposition, non seulement durant l'élection elle-même, mais également et surtout durant la campagne. L'omniprésence publique de la figure présidentielle s'appuie en effet sur la maîtrise de ce qu'on appelle en russe les « ressources administratives », c'est-à-dire la

<sup>17</sup> A. Ilhamov, *Akromiâ: ekstremitskoe dvizhenie ili predteča islamskoj social'noj demokratii?*, article non publié, nous remercions ici l'auteur de nous y avoir donné accès.

<sup>18</sup> C. Pujol, « Islam in post-Soviet Central Asia: Democracy versus Justice », in I. Morozova (dir.), *Towards Social Stability and Democratic Governance in Central Eurasia*, IOS, Press, NATO Sciences Series, 2005, pp. 50-66.

<sup>19</sup> M. B. Olcott, *Central Asia's Second Chance*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2005.

mise au service de l'ensemble de l'appareil étatique en faveur du président candidat. Néanmoins, malgré ces manipulations, Nazarbaev a su gagner le soutien réel d'une partie de la population. Le Kazakhstan, arrimé économiquement à la Russie, profite d'une croissance importante et a donné naissance à une bourgeoisie satisfaite de l'évolution du pays depuis 1991. La libéralisation menée dans les années 1990, une large privatisation et surtout une hausse de la production pétrolière ont permis à l'économie de connaître des taux de croissance positifs depuis 2000 (entre 5 % et 8 %) et la population vivant en dessous du seuil de pauvreté a diminué de moitié (plus que 20 à 25 % actuellement). Par ailleurs, malgré de très considérables disparités économiques selon les régions, l'ensemble du pays profite d'une certaine promotion sociale due à l'émigration massive des nationalités minoritaires, en particulier des Russes, dont le départ permet à plusieurs centaines de milliers de Kazakhs ruraux de s'installer en ville, d'accéder au logement et au travail urbains. Enfin, le changement de capitale d'Almaty à Astana en 1997 a permis de faire d'Astana une ville de fonctionnaires acquis à la cause de Nazarbaev, tandis que l'opposition politique, principalement basée dans l'ancienne capitale, se retrouve désormais éloignée des instances du pouvoir. Le succès du Kazakhstan, seul pays d'Asie centrale à disposer d'une économie compétitive (mais fondée sur les rentes pétrolières), lui garantit donc une certaine stabilité dont le prix à payer, celui de l'autoritarisme et du maintien au pouvoir du clan nazarbaevien, semble être pour l'instant accepté par une bonne part de la population<sup>20</sup>.

### III. Relations extérieures : le nouveau grand jeu ?

Le retour dudit « grand jeu » en Asie centrale oppose principalement, dans les années 1990, la Russie et les États-Unis, jusqu'à ce que la Chine, depuis quelques années, s'invite sur l'échiquier centre-asiatique et annonce, sur le long terme, une profonde redistribution des cartes géopolitiques<sup>21</sup>. Après avoir délaissé sous Boris Eltsine cette partie de son « étranger-proche », considérée comme peu attractive, la Russie est revenue sur la scène centre-asiatique grâce au réajustement de politique étrangère instauré par Vladimir Poutine. Ce retour de la présence russe s'affiche tout aussi bien sur le plan économique, en particulier autour du contrôle des richesses de la Caspienne, que sur le plan politique : après les « révolutions de couleur », les régimes politiques centre-asiatiques ont resserré les rangs autour de Moscou en dénonçant l'influence occidentale et donné une nouvelle impulsion à l'Organisation de coopération de Shanghai et au rapprochement russo-chinois dans cette zone.

<sup>20</sup> B. Dave, « Kazakhstan's 2004 Parliamentary Elections. Managing Loyalty and Support for the Regime », *Problems of Post-Communism*, vol. 52, n° 1, 2005, pp. 3-14.

<sup>21</sup> Sur la question géopolitique, voir M.-R. Djalili, T. Kellner, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Paris, PUF, 2001, rééd. 2003 et Y. Breault, P. Jolicœur, J. Levesque, *La Russie et son ex-empire. Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace post-soviétique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.



### *Avancées et reculs de l'influence américaine en Asie centrale*

En 1997, les déclarations de Zbigniew Brzezinski dans *Le grand échiquier* signent l'entrée de l'Asie centrale dans la zone des intérêts dits prioritaires des États-Unis. L'ancien Conseiller à la Sécurité du président affirme en effet que « *l'Eurasie demeure (...) l'échiquier sur lequel se déroule le combat pour la primauté globale* »<sup>22</sup> et reprend à son compte les propos du géopoliticien britannique Sir Halford Mackinder, selon lequel celui qui domine le *Heartland* domine le monde. L'attention américaine concerne l'Asie centrale dans son ensemble en tant qu'entité régionale, définie – avec le Caucase – comme une zone potentielle de déstabilisation que Brzezinski dénomme les « Balkans eurasiens ». La position américaine se matérialise alors par une aide financière conséquente mais officiellement soumise à la mise en œuvre, par les gouvernements locaux, des mécanismes de passage à l'économie libérale et au respect des droits de l'homme<sup>23</sup>.

Cette conception géopolitique globale de l'Asie centrale se voit renforcée sur le plan strictement stratégique en 1999 lorsque les aires de responsabilité des grands commandements militaires américains sont réadaptées aux changements de la dernière décennie. Les cinq républiques d'Asie centrale quittent alors la juridiction de l'Eucom et rejoignent le Centcom, signifiant ainsi qu'elles ne sont plus considérées comme relevant de l'espace post-soviétique (qui reste au département Europe) mais intègrent la section stratégique dite « Grand Moyen-Orient » (Proche-Orient, pays du Golfe, Iran, Pakistan, Afghanistan, Corne de l'Afrique). Le 11 septembre 2001 modifie également considérablement la perception de l'Asie centrale par les États-Unis et suscite des politiques contradictoires, en particulier entre le Département d'État et le ministère de la Défense. Les attentats de 2001 ouvrent la voie à une présence cette fois-ci militaire (installation de deux bases, l'une en Ouzbékistan, l'autre au Kirghizstan) et un engagement concret de Washington en particulier vis-à-vis de l'Ouzbékistan, lui offrant un soutien à sa politique d'autonomie face au reste du monde post-soviétique. Les États-Unis se refusent toutefois à valider les ambitions régionales démesurées de Tachkent et cultivent de bonnes relations avec les autres États d'Asie centrale, même si les liens militaires sont bien moins nombreux qu'avec l'Ouzbékistan.

Pourtant, les relations ouzbéko-américaines n'ont jamais été idylliques et chacun des deux partenaires se doit de défendre des intérêts ou des politiques divergentes nécessitant de prendre en compte les autres pays d'Asie centrale ou les puissances voisines que sont la Russie et la Chine. Les événements de 2005 n'ont fait que mettre encore un peu plus à rude

<sup>22</sup> Z. Brzezinski, *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Bayard, 1997, pp. 60-61.

<sup>23</sup> Pour plus de détails, cf. M. Laruelle, S. Peyrouse, « La politica americana in Uzbekistan: un impergno esistente? » in A. Colombo (dir.), *La sfida americana. Europa, Medio Oriente e Asia orientale di fronte all'egemonia globale degli Stati Uniti*, Milan, CEMISS-IPSI, 2006, pp. 79-99.

épreuve cette relation privilégiée, qui s'est trouvée brutalement interrompue après les événements sanglants d'Andijan. Les rapports entre les deux pays s'étaient déjà envenimés en 2003 puis surtout en 2004, au lendemain de la décision de Tachkent de fermer l'Open Society Institute de George Soros, de son refus de renouveler les visas de la cinquantaine de volontaires des *Peace Corps* travaillant dans le pays, puis de l'annonce de la fermeture de l'USAID, pourtant principale agence d'aide américaine en Ouzbékistan. Après la condamnation, par la communauté internationale, de la répression sanglante d'Andijan, les relations militaires privilégiées qui unissaient les deux pays depuis 2001, lorsque l'Ouzbékistan s'était déclaré prêt à accueillir les Américains sur son sol en arguant de ses 137 kilomètres de frontières communes avec l'Afghanistan, ont rapidement été réduites à néant<sup>24</sup>.

La base installée au Sud de la ville de Karchi (Khanabad) et qui avait été - fait historique majeur - la première base militaire américaine en ex-Union soviétique, a été la plus directement visée. Ainsi, dès le mois de juin 2005, les Américains ont été limités dans leur utilisation de Khanabad : les cargos, avions de sauvetage et appareils ravitailleurs, ainsi que tous les vols de nuit ont été interdits, obligeant Washington à transférer sa flotte sur les bases voisines du Kirghizstan et d'Afghanistan. Le 30 juillet, le ministère des Affaires étrangères ouzbek a demandé aux États-Unis de quitter la base dans un délai de six mois. Le 26 août, le Sénat a déclaré que la location de la base n'était plus justifiée au regard des opérations humanitaires menées par les États-Unis en Afghanistan. Ceux-ci ont officiellement quitté la base le 21 novembre 2005 et les relations entre les deux pays sont dorénavant au plus bas. Par ailleurs, la question des relations américano-ouzbèkes s'est posée en des termes plus politiques, remettant en cause le choix effectué par le Pentagone de soutenir le régime Karimov malgré ses dérives dictatoriales. Ainsi, le *New York Times* du 18 juin 2005 a fait scandale en précisant, à juste titre, que l'aide américaine, accordée depuis plusieurs années aux forces ouzbèkes afin de perfectionner leur niveau professionnel et la formation de militaires selon des méthodes américaines, avait permis à Tachkent de gérer avec succès la répression de l'insurrection d'Andijan<sup>25</sup>.

### *Le retour de la Russie poutinienne*

Les premiers gouvernements de l'ère eltsinienne, peu intéressés par la préservation de l'influence russe en Asie centrale, n'ont maintenu qu'une présence militaire et stratégique de première nécessité et ont perdu du terrain dans la région. Après le manque de coordination et de politique de long terme des années eltsiniennes, la « reprise en main » poutinienne dès

<sup>24</sup> G. Gleason, « The Uzbek Expulsion of U.S. Forces and Realignment in Central Asia », *Problems of Post-Communism*, vol. 53, n° 2, 2006, pp. 22-33.

<sup>25</sup> Notons également que l'Ouzbékistan a très probablement fait partie des pays qui ont accueilli, sur demande de Washington, des personnes accusées par les États-Unis de terrorisme, et qui les ont détenues dans leurs geôles hors de toute législation internationale.

1999-2000 annonce un premier réajustement des rapports Russie-Asie centrale. Le 28 juin 2000, le président russe définit une nouvelle politique étrangère qui reconnaît les capacités limitées de la Russie et se recentre sur le « proche-étranger », exigeant une politique plus engagée à l'égard de la mer Caspienne et une relance du Traité de sécurité collective de la CEI<sup>26</sup>. La Russie a également travaillé à son retour d'influence dans la région par le biais des compagnies industrielles russes liées au secteur énergétique, qui ont intensifié leurs activités à partir de 2001. Les trois principales compagnies, Yukos, Lukoïl et Gazprom, se sont regroupées en un condominium dit « Compagnie pétrolière de la Caspienne » afin de mieux exploiter les ressources de la Caspienne<sup>27</sup> et la collaboration russo-kazakhstanaise en matière de construction de nouveaux pipelines s'est accentuée, en particulier autour du Caspian Pipeline Consortium reliant les gisements de Tengouiz au grand port de la mer Noire Novorossiisk<sup>28</sup>.

Les relations entre la Russie et le Turkménistan se sont, elles aussi, considérablement améliorées en avril 2003 par la signature de deux accords en matière de coopération énergétique et stratégique. Plusieurs accords ont également été signés entre la Russie et l'Ouzbékistan, garantissant à Gazprom et à Lukoïl la cogestion de l'exploitation de champs gaziers et pétrolifères. Ces traités sur des questions énergétiques permettent donc à la Russie de se maintenir de manière significative dans la région et de s'assurer un contrôle conséquent des ressources stratégiques locales. Par ailleurs, en aidant ces pays à se développer dans ce domaine, Moscou espère pouvoir répondre, de son côté, à la demande croissante de l'Occident alors que sa propre consommation augmente et que certains gisements s'épuisent<sup>29</sup>. La Russie tente également de regagner en influence dans la région en redonnant vigueur aux structures régionales. Ainsi, en mai 2004, Moscou adhère à l'Organisation de Coopération centrasiatique (OCCA), créée en 2001 sur la base de la précédente Communauté économique d'Asie centrale, fondée en 1998 par le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan et dans laquelle la Russie n'avait que le statut d'observateur. En octobre 2005, l'OCCA annonce sa dissolution au sein de la Communauté économique eurasiennne [Evrases], qui connaît une nouvelle impulsion avec l'adhésion de l'Ouzbékistan, annoncée fin 2005 et confirmée en janvier 2006. Dorénavant, les quatre pays d'Asie centrale (le Turkménistan restant isolé) constituent un espace économique en partie unifié avec la Russie et la Biélorussie et peuvent être considérés comme partie prenante des

<sup>26</sup> I. Facon, « Entre intérêts politiques et enjeux de sécurité : les dilemmes de la Russie en Asie centrale », *Cahiers de Mars*, n° 177, 2003, pp. 77-90.

<sup>27</sup> G. Raballand, « Géoeconomie du bassin caspien », Paris, IFRI, documents de travail, mai 2003, en ligne sur [http://www.ifri.org/files/Raballand\\_Caspienne.pdf#search='raballand%20caspienne'](http://www.ifri.org/files/Raballand_Caspienne.pdf#search='raballand%20caspienne') et dossier « La mer Caspienne », Paris, Documentation française, en ligne sur <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/mer-caspienne/index.shtml>

<sup>28</sup> J. Perovic, « From Disengagement to Active Economic Competition: Russia's return to the South Caucasus and Central Asia », *Demokratizatsiya*, n° 1, 2005, pp. 61-85.

<sup>29</sup> S. N. Cummings, « Happier Bedfellows? Russia and Central Asia under Putin », *Asian Affairs*, vol. 32, n° 2, 2001, pp. 412-452.

processus intégrationnistes impulsés par la Russie au sein de l'espace post-soviétique.

Le phénomène des « révolutions de couleur » ainsi que l'insurrection d'Andijan ont également renforcé les liens politiques entre dirigeants russes et centre-asiatiques. Cette évolution est particulièrement visible avec l'Ouzbékistan : dans le second semestre de l'année 2005, les deux présidents, I. Karimov et V. Poutine, ont signé plusieurs documents officiels, dont un accord bilatéral du 14 novembre selon lequel la Russie s'engage à soutenir le régime ouzbek en cas de troubles et à fournir à Tachkent diverses catégories d'équipements pour disperser la foule. En échange, l'Ouzbékistan accorde aux troupes russes l'accès à une dizaine d'aéroports et promet de leur ouvrir une base militaire sur le territoire national. La Russie poutinienne a donc marqué des points, économiques et politiques, et signalé la « naturalité » de ce retour en Asie centrale. Cent cinquante ans de liens étroits entre le centre moscovite et sa périphérie centre-asiatique ne s'effacent pas en si peu de temps : le réseau industriel local reste imbriqué dans la structure fédérale soviétique et les réseaux fournisseurs-clients sont toujours tournés vers la Russie ; les anciennes pratiques commerciales de l'époque soviétique (troc, échanges de compensation) sont plus facilement acceptées en Russie qu'avec de nouveaux partenaires ; l'investissement direct étranger (IDE) n'est pas assez important pour faire concurrence à l'influence russe<sup>30</sup>. Par ailleurs, la solidarité entre les régimes autoritaires d'Asie centrale, de Russie et de Biélorussie a été renforcée par les discours poutiniens en faveur de la « verticale du pouvoir » et les expériences politiques liées aux « révolutions de couleur ». Enfin, aux yeux des populations d'Asie centrale, Moscou reste toujours un modèle, bien que parfois contesté, et une voie de « sortie de communisme » appréciée, en particulier en matière de développement économique. Les liens tissés entre les deux zones ne sont donc pas nécessairement destinés à disparaître, comme certains l'avaient estimé au début des années 1990.

*La Chine, nouveau débouché, soutien au développement ou voisin expansionniste ?*

Après une décennie marquée par le « grand jeu » russo-américain en Asie centrale, la Chine s'impose peu à peu comme le nouveau partenaire incontournable, voulu ou non, de la région. Les intérêts économiques sont importants des deux côtés : les pays d'Asie centrale ont tout intérêt à recevoir les dividendes du développement qui est en train d'atteindre le « Grand Ouest » et à être intégrés à une économie aussi dynamique. Le Kazakhstan et, plus encore, le Kirghizstan, connaissent déjà l'afflux de produits textiles, ménagers et alimentaires bon marché qui concurrencent facilement les productions russes, turques ou iraniennes déjà présentes<sup>31</sup>.

<sup>30</sup> G. Raballand, *Asie centrale ou la fatalité de l'enclavement ?*, Paris, L'Harmattan, 2005.

<sup>31</sup> H.-L. Wu, C.-H. Chen, « The Prospects for Regional Economic Integration Between China and the Five Central Asian Countries », *Europe-Asia Studies*, vol. 56, n° 7, 2004, pp. 1050-1080.

L'enjeu véritable est toutefois constitué par les hydrocarbures, le Kazakhstan et, dans une moindre mesure, le Turkménistan et l'Ouzbékistan ayant à gagner à voir leurs exploitations financées par un puissant voisin aux besoins énergétiques exponentiels. La construction d'un oléoduc transportant le pétrole de l'ouest du Kazakhstan vers le nord-ouest de la Chine, longtemps repoussée en raison de sa non-rentabilité, a par exemple été relancée grâce la hausse actuelle des cours du pétrole. D'une longueur totale de 6 000 km, le West China-West Kazakhstan Oil Pipeline devrait transporter 20 millions de brut par an (400 000 barils/jour). La partie reliant Atyrau et Kenkiyak au Kazakhstan (449 km), première phase du projet, est entrée en service en 2003. La deuxième section de près de mille kilomètres reliant le terminal ferroviaire d'Atasu, dans la région de Karaganda, à la frontière chinoise a été inaugurée en grande pompe en décembre 2005.

Néanmoins, les motifs de tension entre les cinq États et la Chine restent nombreux : Beijing a souvent accusé les régimes en place d'être incapables de juguler l'islamisme et de contribuer indirectement à sa diffusion ; la Chine est également effrayée d'une possible transnationalisation des réseaux d'armes et de drogue entre le triangle Xinjiang – Afghanistan – Tadjikistan et Kirghizstan ; les susceptibilités entre la Chine et le Kazakhstan concernant la minorité ouïgoure et ses activistes politiques sont nombreuses. Par ailleurs, les pouvoirs d'Asie centrale, tout comme les populations, ne cachent pas leur peur du « péril jaune » et s'inquiètent de possibles migrations de Hans dans la région. On mentionnera également les tensions palpables autour de la gestion de l'eau du bassin du Tarim, la Chine pouvant exercer des retenues d'eau conséquentes en amont de l'Ili, de l'Irtysh et de plusieurs autres fleuves kazakhstanais<sup>32</sup>. Enfin, le règlement des différents frontaliers n'est pas sans accroc : les accords sino-kirghizes de 2002 rétrocédant à la Chine des portions de territoire kirghize (90 000 km<sup>2</sup>) avaient par exemple conduit à d'immenses manifestations de l'opposition au président A. Akaev.

Les républiques centre-asiatiques et la Chine ont toutefois réussi à organiser leur coopération au travers de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Créée en 1996 sous le nom de « Shanghai-5 » (Russie, Chine, Kirghizstan, Tadjikistan, Kazakhstan) et orientée sur le développement du commerce et la démilitarisation des frontières, ce premier regroupement s'est transformé en juin 2001 en une structure bien plus solide, l'OCS, qui a intégré en son sein un sixième membre jusque-là réticent, l'Ouzbékistan. Elle est aujourd'hui devenue une organisation de sécurité régionale capable de mener des opérations antiterroristes conjointes et incarne la volonté de ses pays membres, et tout particulièrement de la Russie et de la Chine, de limiter l'influence des États-Unis dans cette région du monde. Toutefois, l'apparente entente des

---

<sup>32</sup> P. Necati, *Boundaries Issues in Central Asia*, New York, Transnational Publishers, 2002, pp.120-136 ; *Water resources in Europe and Central Asia*, vol.2, 2003, Washington, The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank.

pays membres ne doit pas laisser dupe : Russie et Chine sont en partie concurrentes pour la maîtrise des ressources énergétiques centre-asiatiques. La Russie espère bien, par le biais de l'OCS, préserver le *statu quo* stratégique dans le Nord-Est de l'Asie<sup>33</sup>. De leur côté, les pays d'Asie centrale jouent nettement la carte russe dans l'espoir de voir Moscou prendre en charge la neutralisation d'une influence chinoise grandissante dans la région. L'institution est donc fondée, pour l'instant, avant tout sur la volonté de s'opposer à la politique américaine et de prôner un monde multipolaire, et ne semble pas encore contribuer au développement d'un réel partenariat sino-russe. Toutefois, malgré les oppositions entre Russie et Chine, l'OCS est aujourd'hui devenue un outil incontournable pour la sécurité collective de l'espace centre-asiatique. Les ambitions régionales de l'OCS en Asie ont été confirmées par l'adhésion, en 2005, en tant qu'observateurs, de l'Inde, de l'Iran et du Pakistan<sup>34</sup>.

## Conclusion

Le principal enjeu auquel sont aujourd'hui confrontés les régimes centre-asiatiques concerne la capacité des États à assurer un développement économique et social minimum. À l'exception du Kazakhstan, les quatre autres pays de la région ont connu une chute de leur niveau de vie sans précédent et n'ont pu freiner la paupérisation de couches entières de la population : l'alphabétisation recule, l'espérance de vie et l'accès aux services médicaux des citoyens baissent, la malnutrition apparaît dans de nombreuses régions et touche tout spécifiquement les milieux ruraux ; les inégalités s'aggravent face à des cercles politico-mafieux qui exposent des richesses acquises illégalement au vu et au su de tous ; les perspectives de développement économique restent faibles et l'investissement étranger encore peu conséquent. La nostalgie pour le bien-être et la sécurité sociale offerte par le régime soviétique est donc d'autant plus importante que la majorité de la population analyse son avenir sombrement et s'inquiète de la capacité des générations futures à « remonter la pente ».

La réorganisation géopolitique de la région constitue l'un des grands tournants de l'année 2005. Le resserrement des rangs autour de l'Organisation de coopération de Shanghai confirme que les cinq États restent encore bien amarrés à la Russie, et que la Chine, perçue comme l'ennemi premier au moment de l'indépendance, gagne en sympathisants au sein des élites politiques locales, effrayées des renversements de pouvoir qu'a connus l'espace post-soviétique depuis 2003. Le durcissement politique des régimes en place a fragilisé les acquis de la perestroïka en matière de libertés publiques et même l'expérience du Kirghizstan après la « révolution » de mars 2005 ne semble pas lui garantir de grand succès en la matière : le pouvoir a simplement « tourné » au sein des élites politiques sans que la conception des rapports entre État

<sup>33</sup> I. Facon, « Les enjeux de sécurité en Asie centrale : la politique de la Russie », *Annuaire français de relations internationales*, Paris, Bruylant, 2004, pp. 653-666.

<sup>34</sup> A. Jafalian, « Équilibres géopolitiques en Asie centrale : la montée en puissance de la Chine », *Annuaire stratégique et militaire*, Paris, FRS, Odile Jacob, 2005, pp. 135-149.

et société n'en sorte réellement modifiée. L'Ouzbékistan semble, quant à lui, être entré dans une phase d'instabilité que la fuite en avant dictatoriale du président Karimov pourra peut-être retarder, mais non éviter.

Le développement du système d'économie mafieuse, financée par les réseaux de la drogue et du commerce d'armes et dans lequel tente de s'infiltrer l'islam radical, ainsi que la connivence sans cesse renforcée entre milieux politiques au pouvoir et structures économiques clandestines confirment le coût social imprévu de l'indépendance. Dans de telles conditions, la légitimité des pouvoirs en place reste fragile et l'idée même de l'indépendance, bien qu'elle ne soit aucunement remise en cause et que personne n'appelle à revenir au régime précédent et à la domination russe, est considérée comme ayant été d'un coût excessif que la population continue, encore aujourd'hui, à payer.

*Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.*